

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

les récupérateurs :

la course à la jeunesse

EDITORIAL

Voici venu le temps des récupérateurs. La révolte des lycéens et des étudiants avait éclaté spontanément. Bien sûr, elle se trouvait souvent encadrée par des « S.O. » d'organisations trotskystes. Mais le mouvement conservait son originalité, et tous veillaient à n'être l'instrument d'aucune faction.

Les organisations syndicales tiennent aujourd'hui à faire des manifestations communes contre la loi Debré.

Et le parti communiste déclare, par la voix de son bureau politique, qu'il les soutient. Le P.C. a retenu la leçon de mai et ne veut absolument pas se trouver en porte à faux avec la jeunesse. On assiste ainsi à ce phénomène inouï d'une négociation entre gauchistes et communistes.

De son côté, le parti socialiste n'entend pas rester sur la touche. On pense, à gauche, qu'une rencontre entre les appareils électoraux et les forces contestataires pourrait donner à l'opposition une force nouvelle. Mais alors, une question capitale se pose. La gauche entend-elle aller jus-

qu'à l'épreuve de force avec le pouvoir ou veut-elle seulement récupérer au maximum un mouvement dont elle n'a pas eu l'initiative.

Cette récupération ne nous dit rien qui vaille. Nous pensons que les jeunes ont toutes les chances de s'y faire flouer. Leur contestation mettait en cause le système. Et voilà que des partenaires de ce système leur font du charme ! Il ne devrait y avoir qu'un seul mot d'ordre : gare aux récupérateurs et à bas le système. Mitterrand et Marchais sont au pied du perchoir. Qu'ils y restent !

N.A.F.

comprendre les jeunes en 1973

Si les jeunes s'arrêtent pour réfléchir, c'est que leur temps est celui du non-sens et de la désertion de l'espérance.

Dans beaucoup de familles, c'est le drame. On ne comprend plus. *Encore la grève ? Quand donc reprendras-tu tes cours ? Et l'examen ?* Plutôt que de se soucier de ces graves questions, le lycéen ne pense qu'à la prochaine manif, à l'A.G. On s'affole, on essaie de parler au gosse, lui faire entendre qu'il joue son avenir, que c'est grave. Et puis on renonce ; il y a un mur. Alors, au moment du repas, la poudre est dans l'air. Ça menace d'exploser au moindre incident. On se sépare amer, incompris.

C'est si vrai que *Le Figaro* a entrepris une enquête sur le thème *Comprendre les jeunes en 1973*. Il y a beaucoup à élaguer dans les réponses. Mais on peut y trouver ici et là quelque lumière. Ainsi le Père Goureau, secrétaire général de l'Aumônerie de l'enseignement public, touche un point essentiel lorsqu'il déclare :

« Je pense que ce qui se passe en ce moment n'a rien à voir avec mai 1968 : c'est bien plus profond. On ne verra finalement les résultats et les conséquences de ce qui se produit actuellement que dans plusieurs mois. Je pense qu'à ce moment-là, on comprendra ; on sera amené à découvrir que la question du sursis, comme la question du service militaire, n'étaient pas les premiers problèmes et qu'ils étaient un point de départ d'une recherche qui est beaucoup plus ample. Je dirai que bien des jeunes ne peuvent plus envisager d'entrer dans la vie que nous-mêmes avons acceptée, subissons ou construisons. Ils pressentent que l'essentiel est « autre », qu'il est « ailleurs » et ils élèvent alors au niveau d'une véritable objection de conscience leur refus d'entrer dans un tel mode de vie. C'est à la fois une intuition viscérale et le fruit d'une réflexion cohérente au regard des objectifs (ou des absences d'objectif) et des moyens que s'est donné la société. Cela concerne toutes les dimensions de la vie nationale, l'économie comme la politique, l'urbanisme comme la justice sociale, le travail comme les loisirs. Sans parler de l'école ! »

(*Le Figaro*, lundi 9 avril.)

L'adulte s'est enfermé dans un monde clos, il est prisonnier d'une mécanique qui règle sa vie de façon implacable. Le jeune qui en est témoin se dit qu'il va être happé lui aussi. Ou, s'il a la chance d'avoir des parents plus dégagés des contraintes de la société mécanicienne, il se dit très souvent qu'il n'aura pas cette chance, et qu'il est d'ores et déjà coincé dans une filière dont il ne sortira pas avant sa retraite.

S'imaginer-t-on l'impact d'un film comme *L'An 01* chez les jeunes ? « On arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste. » Beaucoup plus que pour le sursis ou contre le D.E.U.G., c'est un peu ce grand mythe de l'arrêt, du recommencement absolu qui est vécu dans la grève. On arrête la mécanique, la vie idiote, et on réfléchit à ce que pourrait être une vie où on prendrait le temps de vivre.

Vivre sans temps mort, ce slogan gauchiste est sûrement le plus significatif, le plus profond et le plus explosif. Il remet tout en cause, depuis le H.L.M. impossible jusqu'à la télé idiote. Ouvrez les yeux, fermez la télé ! Sans compter les quatre heures de transports par jour, le métro à 6 heures du soir et le jeu de

la chenille polluante matin et soir sur périphériques et autoroutes.

Le travail surtout est remis en cause. L'adulte haussera les épaules — comme s'il ne fallait pas travailler dans la vie ! Le temps doré du lycée ne durera pas toujours. Il faudra bien qu'ils s'y mettent au boulot comme les copains — mais si ce boulot est idiot. Il y en a eu, il en reste qui étaient des joies, des vocations, où l'on se préparait avec enthousiasme surtout lorsque le métier était l'aventure de son rêve d'enfant. Mais aujourd'hui ? A quoi aboutit ce rêve : *rouage, courroie de transmission, exécutant de la rentabilité, accélérateur du rendement, gestionnaire du profit ?* (1)

Il y a souvent erreur sur le travail, présenté comme une valeur en soi. Les théologiens protestent de le voir présenté comme un châtiement. Ce sont les peines qu'il donne, les aliénations qu'il inflige qui constituent le châtiement. Mais Marx n'a pas du tout tort de le donner comme médiation de l'humanisation. L'être humain s'accomplit par le travail, cela ne souffre pas de discussion. Mais quel travail ? Sûrement pas le travail en miettes, celui de l'O.S., le geste répétitif, mécanique qui vous fait appendice de la machine ! Sûrement pas non plus la besogne de l'affairiste, de l'homme d'argent à qui d'ailleurs on ne remet que les miettes du profit. Marx avait fort bien vu également, tout en n'allant pas jusqu'au bout de son intuition, que la bourgeoisie était aussi aliénée que le prolétariat dans les jeux du capitalisme, aliénée dans ses illusions, ses valeurs mirages, son existence déçue.

Enfin, il faut en venir au point ultime de l'analyse, à ce qu'on peut appeler, si l'on ne craint pas le pédantisme, la crise métaphysique. Si les jeunes s'arrêtent pour réfléchir, c'est que leur temps est celui du non-sens et de la désertion de l'espérance.

La presse de droite crie aux pourrisseurs. Oui, ils existent, mais pas forcément où ces messieurs le croient ou feignent de le croire. Cette même presse crie à l'influence du marxisme qui s'est emparé des universités. On ne peut pas mieux se tromper. Comme si le « marxisme » expliquait quoi que ce soit. Voyez les communistes, ils sont aussi paumés que vous.

Le marxisme n'explique rien, pour la bonne raison qu'il est un dogmatisme et que la caractéristique essentielle de la jeunesse est le refus des dogmatismes. Le danger est tout à fait ailleurs : il est dans le nihilisme, la tentation de l'absurde, du n'importe quoi et du n'importe comment. Jacques Ellul, dans un livre indispensable (2), l'a très bien dit : « *Nous ne sommes plus au temps de l'engagement conscient, volontaire dans un parti, exaltant des valeurs et se vouant à construire une société ou un homme meilleurs. Ils savent maintenant que rien ne débouche sur rien, et que leur engagement n'a pas plus de sens que le reste. Et que l'action qui n'a pas de sens ne peut en donner un à quoi que ce soit.* »

Alors, comprendre les jeunes pour un adulte ? C'est peut-être devenir plus adulte en découvrant que la société vous a infantilisé, et devenir enfin père d'enfants orphelins. Et si la révolte des fils entraînait celle des pères ?

Jacques BLANGY.

(1) Clavel, *Nouvel Observateur*, 2 avril.

(2) Ellul : *L'espérance oubliée*, Gallimard.

ils veulent tuer !

La violence accoucheuse de l'histoire. On sait ce que cela a donné, on sait ce que peuvent donner les désirs de cette sanglante idole. Il ne s'agit pas de faire de l'angélisme, et d'ignorer quelle peut être sa part dans toute œuvre historique. Mais de là à l'ériger en principe : cela s'appelle la terreur, le stalinisme et le fascisme. Lorsqu'elle a tendance à s'installer un peu plus tous les jours dans la vie quotidienne, on est en droit de s'inquiéter.

Un procès, cette semaine, a montré à quel point la police peut, au nom de l'ordre, participer à l'exaspération du désordre. On connaît l'histoire : Alain Jaubert passe par hasard dans le quartier Barbès-Rochechouart et tombe sur un blessé qu'il faut amener à l'hôpital. Sur les conseils de sa femme, il accompagne ce blessé dans le car de police et là il est pris à parti d'une façon inouïe, à tel point que c'est un second blessé, plus éprouvé que le premier, que l'on conduira dans le plus grand secret à l'Hôtel-Dieu. Mais Jaubert est journaliste, ses amis vont entamer une campagne. Du coup, c'est tout un univers sordide qui apparaît, dont sont victimes tous les jours les sans-grade et sans défense.

En cette période d'agitation, un incident est vite arrivé. Et le travail des gardiens de l'ordre (!) n'est pas toujours facile. Mais les militants de la N.A.F. de Strasbourg nous écrivent que l'affrontement qui fit 75 blessés aurait pu être évité par les autorités. Attention à ce petit jeu de la répression.

Les militants trotskystes en ont été victimes. Mais attention pour eux aussi. La *Ligue communiste* est sur la voie de la fascisation intégrale. Il faut que cela se sache. On lira dans ce journal le communiqué de la N.A.F. donné à l'A.F.P. sur l'agression dont ont été victimes nos vendeurs. La Ligue avait envoyé un S.O. constitué exactement comme une formation de C.R.S., et qui s'attaqua aux vendeurs et aux passants avec une sauvagerie inouïe.

D'autre part, La *Ligue* a entrepris contre nous une entreprise de terrorisme. On prend en photo nos militants, on repère leurs adresses. On les menace : « Toi, on sait où tu habites, tu es marié, tu as une petite fille. Alors fais gaffe. »

Cela s'appelle du fascisme, ces méthodes sont des méthodes de nazis. Elles disqualifient ce mouvement en tant que représentant des étudiants et lycéens, qui seront bientôt obligés de l'exclure après avoir mis ses dirigeants en quarantaine.

G. L.

naf an 03 abonnez-vous !

de septennat en quinquennat

Que peut-on espérer entreprendre en cinq ans, avec en plus la perspective de législatives qui risquent de tout remettre en question ?

Enfin une réforme ! Dans son message au Parlement, le Président de la République a annoncé son intention de proposer une réduction de la durée du mandat présidentiel. Pour M. Pompidou, le septennat n'est plus adapté aux conditions politiques actuelles, et de surcroît, une élection quinquennale permettrait d'éviter une coïncidence fâcheuse entre les présidentielles et les législatives, en 1983 par exemple. Reste à savoir si la stabilité du pouvoir et la continuité de son action y gagneront.

Stabilité ? Les dispositions fondamentales sur les relations entre les pouvoirs n'étant pas modifiées, les risques de crise constitutionnelle que nous avons maintes fois dénoncés demeureront aussi aigus. Ils seront encore plus fréquents que par le passé puisque des consultations décisives pour l'avenir du régime auront lieu tous les deux ans, alors que, dans le système septennal, l'intermède électoral pouvait parfois durer quatre ans (voir tableau ci-contre). De plus, avec le système du quinquennat, l'électoralisme du régime sera encore accru : à peine sera-t-on sorti d'une élection qu'il faudra penser à la suivante, et agir exclusivement en fonction de celle-ci. Comment la démagogie, l'influence des groupes de pression et les affrontements partisans n'en seraient-ils pas renforcés ?

La **continuité** de la politique gouverne-

mentale se marquera donc principalement dans l'action électorale. La politique extérieure, les grandes réformes de structures risquent par contre de faire les frais de cette réforme. Sept ans, c'était déjà peu pour entreprendre et pour mener à bien une action à long terme : la continuité qui a marqué le gaullisme ne résultait-elle pas de la présence du général de Gaulle aux affaires pendant onze années ? Encore n'avait-il eu le temps que d'amorcer une politique étrangère. Quant aux réformes intérieures (régionalisation, participation), elles n'étaient encore qu'à l'état d'ébauche ou de simple projet au moment de son départ et il aurait fallu dix ou vingt ans pour les mener à bien.

CALENDRIER ELECTORAL		
SEPTENNAT	LÉGISLATIVES	QUINQUENNAT
1976	1978	1976
1983	1983	1981
1990	1988	1986
1997	1993	1991

Dès lors, que peut-on espérer entreprendre en cinq ans, avec, au surplus, la perspective de législatives qui risquent de remettre tout en question ? De la simple gestion au jour le jour, certainement. Des réformettes à incidences électorales, sans aucun doute. Mais aucun plan à long terme. A peine entrepris, il serait détruit par une assemblée hostile ou par un successeur qui n'aurait pas la même idéologie ou les mêmes méthodes.

La réforme constitutionnelle préconisée par Pompidou est à son image. Le Président de la République ne voit jamais, dans ce qu'il entreprend, que les avantages tactiques qu'il peut en retirer : de fait, la classe politique dans son ensemble est favorable à son projet. Pur gestionnaire de la société française, il lui importe peu que son système empêche plus encore que par le passé toute action à long terme. Politicien chevronné, il compte sur son habileté manœuvrière pour écarter les dangers qui ne manqueront pas de naître de sa réforme constitutionnelle.

Comment la France en sortirait-elle grande et les Français plus assurés quant à leur avenir d'hommes et de citoyens ? Une diplomatie cohérente, de même que tout projet économique et social de quelque envergure, ne peuvent procéder d'un tel système qui n'assure ni l'indépendance du pouvoir, ni sa stabilité, ni la continuité de son action.

Mais quels que soient le système constitutionnel imaginé et les aménagements qu'on entend y apporter, la démocratie n'est-elle pas, par nature, incapable de poser ces conditions premières ? On n'échappera à cette quête sans espoir et à ces réformes inutiles qu'en remettant en cause l'origine élective du pouvoir de l'Etat. Donc en restaurant la monarchie. La continuité et la stabilité des institutions par la transmission du pouvoir à l'intérieur d'une famille au service de l'Etat, une solution qui n'avait pas si mal réussi à la France !

Bertrand RENOUVIN.

le ministère pompidou

Gestion au jour le jour des affaires de la nation et préparation active des présidentielles.

Depuis qu'il exerce des fonctions politiques, M. Pompidou a donné maintes preuves de son habileté manœuvrière. Bien que finalement ratée, l'opération référendaire d'avril 1972 restera sans doute son chef-d'œuvre, que la composition du nouveau gouvernement Messmer n'est pas loin d'égaliser.

Le problème qu'avait à résoudre le Président de la République était loin d'être simple : comment, en effet, traduire les exigences d'une « ouverture » annoncée à cor et à cris à la fin de la campagne électorale avec celles de la « continuité », comment donner une place importante aux formations de la majorité autres que l'U.D.R. tout en conservant une teinture de gaullisme historique, et comment concilier le tout avec les exigences propres du Chef de l'Etat ?

Eh bien voilà, c'est fait. Les vieux compagnons s'inquiètent-ils du départ de Michel Debré ? La présence de Messmer, de Peyrefitte et de Maurice Druon qui composa autrefois le « Chant des Partisans » devrait les rassurer. Rien de changé alors ? Pas du tout ! L'« ouverture » promise est réalisée avec Jean Royer, député non inscrit.

Bernard Stasi, jeune « duhamélien » (si tant est que ce vocable puisse avoir un sens) et Poniatowski qui, devenu ministre, ne pourra plus se livrer à ses célèbres incartades. Notons d'ailleurs que l'« ouverture » selon M. Pompidou aurait pu être plus large puisque Max Lejeune et Lecanuet avaient été pressentis. Ils ont refusé. Mais rien ne dit que l'europeïste frénétique du Centre démocrate ne fera pas partie d'une combinaison ministérielle ultérieure.

Et la « continuité » dans tout cela ? Elle existe, puisque nous la rencontrons en la personne de Giscard d'Estaing et de Michel Jobert qui est nommé au Quai d'Orsay pour appliquer au doigt et à l'œil la politique du Président de la République (dans la mesure où il en aurait une, ce qui reste à prouver). Pour la **fermeté** enfin, on peut être tranquille avec Marcellin à l'Intérieur, Galley aux Armées (il vient de s'illustrer dans le conflit avec les aiguilleurs du ciel) et Malaud à l'Information (un ministère supprimé en 1969 pour montrer le libéralisme du Président de la République). D'ailleurs, dès samedi dernier, Messmer a donné le ton en conseillant aux lycéens de rentrer dans les rangs, ce qui n'était pas très dangereux à quelques jours des vacances.

M. Pompidou peut donc être satisfait. L'équilibre de son ministère est parfait et seuls de

bien mauvais esprits pourraient manifester du mécontentement. Quant aux autres questions que l'on peut se poser au sujet de ce ministère, elles sont de toute évidence secondaires. **La compétence des ministres ?** Peu importe puisque les cabinets ministériels et les directeurs des grandes administrations sont là pour gérer les affaires du pays. **La ligne politique du gouvernement ?** On l'ignore dans le domaine diplomatique et on la devine sur les autres plans : gestion au jour le jour des affaires de la nation et préparation active des présidentielles de 1976. Le Président de la République n'a-t-il pas déclaré récemment que la campagne était d'ores et déjà engagée ?

Immobilisme et électoralisme, politacillerie et conservatisme, telles sont les principales caractéristiques de la République pompidolienne, que la composition du nouveau gouvernement résume parfaitement. Critiques, suggestions, manifestations, tout glisse sur ce grand corps de pachyderme, sans jamais l'émouvoir. Jusqu'au moment où, par lassitude plus que par colère, il en vient à écraser ceux qui l'assaillent, aveuglément et sans la moindre pitié. Les pachydermes ne sont pas immortels, heureusement.

B. LA RICHARDAIS.

les mal-aimés de l'ens

la grande misère des c.e.t...

Orientés par l'échec et mal préparés à la vie professionnelle, les élèves du « technique » appréhendent l'avenir qui les attend.

Le mars lycéen est décidément un révélateur de toutes les difficultés, de tous les drames de la jeunesse : mercredi 4 avril, les élèves des C.E.T. (Collèges d'Enseignement Technique) ont manifesté à leur tour pour réclamer la « liberté d'expression » dans les C.E.T. En fait, se dessine un mouvement qui tend à remettre en cause toute la mécanique absurde qui fait du technique un enseignement résiduel.

SELECTION PAR L'ECHEC...

Il y a deux manières d'entrer dans un C.E.T. : après la 5^e des lycées et collèges ou après la 3^e. Dans les deux cas cette entrée est une éviction !

La mythologie démocratique offre d'abord à tous les enfants la voie qui se voudrait triomphale d'un enseignement encyclopédique à prétention intellectualiste, mauvaise caricature de ce qui fut l'enseignement des humanistes. Mais voilà ! tous les enfants ne sont pas aptes à assimiler cette bouillie disparate. Ceux qui n'ont pas une culture abstraite parce qu'issus de milieux modestes, ceux qui sont délaissés par des parents désunis ou les enfants des travailleurs immigrés, achoppent sur les maths ou le français. Ils ne tardent pas à se retrouver en 6^e ou en 5^e de transition, sorte de classes d'enseignement primaire déguisées où l'on attend benoîtement qu'ils aient quatorze ans. A ce moment, ils sont expédiés dans un C.E.T. de trois ans qui les prépare à un C.A.P. (Certificat d'Aptitude Professionnelle).

Quant aux élèves qui réussissent un peu moins mal tout en mordant médiocrement à l'enseignement secondaire, ils se hissent vaillamment jusqu'à la 3^e et en fin de 3^e leurs moyennes insuffisantes leur valent une orientation vers un C.E.T. qui, en deux ans, les prépare à un B.E.P. (Brevet d'Etudes Professionnelles). Imaginons-nous un instant l'état d'esprit d'enfants qui se rendent parfaitement compte qu'ils sont orientés par l'échec et dévalorisés dès leur départ dans la vie.

Tout le monde d'ailleurs conspire à renforcer cet état d'esprit. Un employé de banque du Var nous a déclaré : « A Draguignan, les types du C.E.T. c'étaient les voyous, les blousons noirs, ceux qui disaient : "On est au C.E.T. ; c'est qu'on ne sait pas faire autre chose ; on va devenir des durs". » Mais comment réagiraient-ils autrement lorsque durant des années leurs professeurs de C.E.S. (Collège d'Enseignement Secondaire) les ont traités de mauvais élèves et menacés du C.E.T. Ou lorsque se passe un incident du type de celui relaté dans *Actuel* par un élève de C.E.T. « Le C.E.T., c'est la poubelle de l'enseignement. Les mecs des lycées nous regardent de haut. A Bondy, on était en grève parce qu'une camarade algérienne avait été vidée. Le comité de lutte est allé voir les lycéens qui ont répondu : mélangeons pas les torchons et les serviettes. »

Comme le dit le syndicat F.O. des collèges techniques : « Il s'agit d'un enseignement de rebutés, conséquence de notre système scolaire basé sur des éliminations sans véritable orientation ». Sans véritable orientation : en effet !

... ET ORIENTATION FANTASISTE

Car ce n'est pas tout de diriger un élève vers un C.E.T. : encore faut-il qu'il trouve une place dans une section. Quelques privilégiés parviennent à entrer dans une section qui les préparera à un métier désiré, soit qu'ils l'aient choisi eux-mêmes, soit que les conseillers d'orientation — en nombre trop restreint — le leur aient fait découvrir. Ils sont une minorité.

En règle générale, on cherche d'abord à caser les élèves dans les sections où il y a des places. Or, certaines sections « nobles », telle la mécanique générale, sont très demandées. D'autres (plâtriers, maçons) sont délaissées. Dans une préfecture de l'Est de la France, le directeur de la Cité technique organisait au sortir de la 3^e et au mépris des règlements, un concours-barrage à l'entrée de la section de mécanique générale : deux cents élèves y étaient orientés pour vingt-quatre places disponibles ! Les éliminés étaient alors recasés... en comptabilité ou secrétariat.

Et c'est la très officieuse revue *L'Education* (fondateur : Gustave Monod, directeur : André

Lichnerowicz) qui rappelle ce propos d'un parent d'élève : « Mon fils devait être cuisinier. Il n'a pas été admis dans la section. On lui a fortement conseillé la chaudronnerie parce qu'il y avait de la place ». Sans commentaire !

Quant aux filles, on les oriente d'autorité dans la plupart des cas, vers les « sections sociales » : puériculture, hôpitaux...

MYTHES DU C.E.T...

L'ambiance dans les C.E.T. est dès lors la suivante : des élèves résignés, quelque peu aigris, qui sont décidés à travailler pour décrocher coûte que coûte le C.A.P. ou le B.E.P. et si possible à ne pas en rester là. Ils sont persuadés qu'en ayant le diplôme, ils auront une stabilité de l'emploi que n'ont pas les autres et feront un travail plus intéressant. Ainsi cet élève qui a répondu à un enquêteur de la revue *L'Education* : « Je suis content de suivre les cours du C.E.T. car j'ai compris qu'à l'heure actuelle, pour réussir, il faut être spécialiste et avoir un diplôme. Je connais des garçons qui n'ont pas de diplôme et ils ont toujours du mal à trouver du travail. Alors certains changent souvent de métier et acceptent parfois n'importe quel emploi. Avec mon diplôme d'horloger, je pense avoir la sécurité que d'autres n'ont pas. »

Bref, les élèves de C.E.T. se consolent en pensant qu'ils auraient pu être orientés, à l'issue de leur fin de scolarité obligatoire, directement dans la vie active, c'est-à-dire sans bagage. C'est le cas du « fond du panier » des lycées et C.E.S. Ils sont hantés par la peur de rater l'examen (il y a eu en 1971 seulement 51,7 % de reçus au C.A.P.) et par leur insertion future dans la vie d'entreprise. Du coup, ils négligent les enseignements généraux considérés comme peu utiles pour la préparation au métier.

Il est vrai que peu de choses sont faites pour les rendre intéressants puisque ces enseignements généraux sont dispensés par des maîtres formés de la même manière que ceux des lycées. Le résultat — désolant — c'est cette réflexion d'élèves de C.E.T. après avoir vu jouer par des élèves de C.E.S. un proverbe de Musset : « Des proverbes classiques, c'est pas pour nous. Ça nous irait pas, c'est pas notre genre ». Ainsi réduit-on l'enseignement du C.E.T. à un débouché professionnel immédiat.

... ET REALITES DU METIER

Le comble est que cet utilitarisme se révèle, en définitive, en bonne partie... inutile ! La coupure entre la profession et l'enseignement est en effet profonde. Les structures trop rigides de notre Université centralisée jointes à l'absence de crédits pour le technique-poubelle font que, très souvent, les élèves travaillent en atelier sur des machines vieillies et qu'il n'est pas tenu compte des dernières acquisitions technologiques.

Ceci fait que les employeurs se méfient de ces élèves sortis du C.E.T. et « plus forts en technique qu'en pratique ». S'il est réel que les élèves sortis d'un C.E.T. finissent toujours par se caser sauf dans quelques cas extrêmes(1), ils sont généralement embauchés à un niveau moindre que celui auquel leur diplôme leur donne théoriquement droit : ainsi le plus souvent un titulaire du C.A.P. est employé comme simple O.S. au lieu d'être P1 comme il aurait pu s'y attendre. Quant à un titulaire de B.E.P., il ne peut guère espérer mieux que de débiter comme P1.

Ceci entraîne une nouvelle déception. Dans certaines « boîtes », les titulaires du C.A.P. sont traités avec méfiance et passent même après des non diplômés qui ont été formés « sur le

Louis Jugnet...

C'est avec un grand retard que nous faisons part à nos lecteurs du décès du professeur Louis Jugnet. Tous ceux qui l'ont connu professeur au Lycée Fermat de Toulouse ou à l'Institut d'Etudes politiques de cette même ville, conserveront un souvenir inoubliable du thomiste et du maurassien fidèle, jusqu'au bout à ses convictions. Nous croyons que les désagréments que lui avaient valu ses convictions ont contribué à hâter la fin d'un homme qui avait encore, nous le savons, toute une œuvre intellectuelle à prolonger. Il espérait que sa retraite lui en donnerait le loisir. La providence en a décidé autrement. Mais nous continuerons à

puiser dans son œuvre l'aliment nécessaire au combat qui continue. A tous les siens nous présentons nos vives condoléances.

N.A.F.

Nous donnons ici la liste des livres du professeur Jugnet. Nous en conseillons la lecture à tous nos amis.

Pour connaître la pensée de saint Thomas d'Aquin - Bordas.

Un psychiatre philosophe : Rudolf Allers, l'anti-Freud - Edit. du Cèdre.

Problèmes et grands courants de la philosophie - A.E.I.E.P. Toulouse.

Enseignement technique

tas ». Ainsi, un jeune ouvrier constate : « Avec mon diplôme, j'espérais pouvoir faire un travail unitaire. Mais ce n'est pas le cas et je suis très déçu. Ce que je fais n'est rien d'autre qu'un travail de manœuvre. Et d'ailleurs, un camarade, qui n'a aucun diplôme, fait exactement le même travail que moi. »

Parfois la nature du travail effectué n'a aucun rapport avec le diplôme obtenu. Ainsi des couturières sont employées dans des métiers exigeant une grande précision (électronique, entreprises du téléphone). Elles y acquièrent vite la qualification nécessaire... mais sont quand même sous-payées sous prétexte qu'elles n'ont pas le diplôme requis.

QUE FAIRE ?

Alors, comment remédier à la situation souvent révoltante, toujours absurde, créée par la grande misère de l'enseignement technique. Une

première solution vient à l'esprit : *relier étroitement l'enseignement technique à la profession*, afin d'éviter le hiatus entre les deux, voire le faire passer sous la coupe des chambres de métier. De la sorte, le monopole du ministère de l'Education Nationale serait détruit dans ce domaine. Il est évident que la rupture des structures bureaucratiques de l'enseignement technique, sa liaison avec la profession sont nécessaires.

Mais une subordination trop étroite serait également dangereuse. Car l'enseignement technique ne doit pas servir à usiner des ouvriers capables de pratiquer les techniques en vogue. Il doit aussi et surtout leur permettre de s'adapter tout au long d'une vie à l'évolution de ces techniques.

Il s'agit donc de créer un véritable humanisme professionnel, un humanisme du concret

qui aurait sa dignité reconnue à côté des humanités classiques (2).

Pour éviter un utilitarisme à courte vue, c'est à la région et à la commune que devraient être confiés la direction d'enseignements techniques souples et diversifiés auxquels la profession participerait largement. Ce qui suppose une remise en cause et des structures administratives françaises et de l'école unique-moule de l'homme générique, total et encyclopédique.

Oui, en ce chaud, chaud printemps, la révolte des C.E.T. met beaucoup de choses en cause.

Arnaud FABRE.

(1) Ainsi, chaque année, sont délivrés une centaine de C.A.P. Fer Forgé alors que cette profession, en extinction, ne crée que deux à trois postes nouveaux par an.

(2) Celles-ci profiteraient de cette distinction car elles pourraient alors être restaurées dans leur ancienne grandeur.

...et de la promotion professionnelle

Plus de 200 000 jeunes entrent dans la vie active sans diplôme ni véritable formation professionnelle : quelle promotion peuvent-ils donc espérer ?

La tranche d'âge des 18-24 ans est la plus exposée au chômage. Cette année, ils étaient 560.000 à la recherche d'un premier emploi, et parmi eux, 200.000 n'avaient reçu ni diplôme ni formation professionnelle.

Plusieurs raisons à cela : une situation personnelle instable (service militaire, mariage), un manque d'expérience et de pratique professionnelle. Dernier embauché, le jeune est le premier à partir en cas de licenciement.

Mais surtout cette situation est due à la déficience de la formation professionnelle jugée trop théorique ou mal adaptée à l'exercice du métier et aux besoins des employeurs. Mal partis dès leur premier emploi, les jeunes travailleurs s'interrogent sur leurs possibilités de promotion.

EN SORTANT DU C.E.T.

Le jeune garçon qui sort du C.E.T. à 17 ou 18 ans avec un C.A.P. (Certificat d'Aptitude Professionnelle) est presque un privilégié. Du moins peut-il le croire un moment. Il déchant vite, car il se heurte, dès ses premières recherches, à la méfiance des employeurs qui ne reconnaissent pas son diplôme. La coupure entre l'enseignement du métier et sa pratique est trop importante. Des chefs d'équipe déclarent qu'ils ont tout à apprendre au jeune qui sort de l'école et qui cependant ne sait rien faire.

Alors des jeunes, titulaires d'un C.A.P., qui ne trouvent pas de travail correspondant à leur qualification première, se lancent dans d'autres études professionnelles ou occupent n'importe quelle place, dans n'importe quelle spécialité. Tel monteur en bronze se retrouvera dans une entreprise de nettoyage industriel. De plus, beaucoup d'élèves ont fait telle spécialité parce qu'elle était la seule disponible dans le C.E.T. de leur quartier. Le choix n'existe pas. Une récente enquête a montré, sans surprise, que 70 % des jeunes travailleurs demandaient un métier pour lequel ils n'avaient reçu aucune formation.

Devenu P 1 après quelque temps d'un apprentissage sur le tas, quelle promotion peut-il espérer ? Toute une série de critères, de tests,

entre en jeu. Des cours de perfectionnement sont organisés dans les entreprises. La loi du

- Candidats aux C.A.P. en 1971 : 341.000 ; reçus : 176.800 (51,7 %).
- Candidats aux B.E.P. en 1971 : 50.000 ; reçus : 30.600.
- Environ 200.000 jeunes entrent cette année dans la vie active sans formation professionnelle.

9 juillet 1971 sur la formation professionnelle permanente (1) en a multiplié le nombre. Avec de l'assiduité et selon son expérience, ses facultés d'organisation et de commandement, selon le nombre de places disponibles, on peut être appelé à des fonctions d'encadrement, devenir chef d'équipe. A ce niveau, la formation permanente joue à plein et les syndicats s'en sont occupés. Les autres, ceux qui n'accèdent pas à la maîtrise, deviendront P 3, au sommet de la classification de leur catégorie. La promotion intervient presque uniquement au niveau du salaire.

QUITTER L'ECOLE LE JOUR DE SES 16 ANS

Cette situation se retrouve pour ceux qui, avant leur premier emploi, n'ont eu aucune formation professionnelle ou qui ont quitté le C.E.T. avant d'avoir obtenu le C.A.P.

Ils sont près de 200.000 chaque année. Dans le Nord, 43 % des élèves des C.E.T. abandonnent en cours de route : la famille a besoin d'argent, l'enfant n'est pas doué. Ils ne sont rentrés dans un C.E.T. que pour satisfaire à la loi sur la scolarité obligatoire. Le jour de leurs 16 ans, ils disparaissent de la classe et s'embauchent. Pour eux, il est envisagé la création d'un certificat d'études professionnelles, obtenu au bout de deux ans — c'est-à-dire avant l'âge de 16 ans — qui devrait leur donner la qualification d'O.S. 3. Mais on a vu le crédit qui s'attache à de tels diplômes !

Ce sont ces élèves-là qui sont les futurs O.S., victimes du taylorisme, cette invention du capitalisme libéral américain. Pour eux la formation permanente est encore inexistante, ou presque. La Régie Renault a probablement l'un des meilleurs systèmes de formation en France et en Europe : 8.000 personnes, continuellement en cours de perfectionnement, sont choisies à la

suite de tests nombreux. « Et les autres, les 50.000 autres, ceux qui ont échoué, qui ne passent pas aux tests, qu'en faites-vous ?, pourrait-on demander au responsable du service formation de la Régie. Malgré toute sa bonne volonté, il n'a pu fournir de réponse. Là encore, la seule promotion possible intervient au niveau du salaire. La grève actuelle des O.S. de Billancourt nous rappelle qu'un changement de catégorie professionnelle est un affaire d'Etat.

LE REFUS DU TRAVAIL

Des entreprises, pour remédier à la situation, s'efforcent de développer la polyvalence et de rendre quelque intérêt au travail en miettes en plaçant chacun, tour à tour, à chaque poste de travail. Cette expérience dure depuis près de vingt ans dans certaines usines françaises : elle a donné d'assez bons résultats. Mais elle n'est pas applicable partout. De plus, pour éviter la coupure théorie-pratique, on crée des centres de formation d'apprentis où le temps est partagé en deux, enseignement méthodique à l'école, sur le tas à l'usine. C'est reprendre la solution que le trop grand nombre d'élèves et l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans avaient conduit à abandonner dans les années 60. Ces centres de formation d'apprentis restent accessibles à de trop rares privilégiés.

L'avenir est peu enthousiasmant. Comment s'étonner du fait que beaucoup de jeunes contestent tout travail, et pas seulement le travail manuel. Le travail, la vie professionnelle étaient un moyen privilégié de s'épanouir en s'insérant dans la société. Ce n'est plus le cas en 1973. Le travail n'a plus de finalités, c'est seulement le moyen de s'assurer un certain niveau de vie. Mais de plus en plus, des jeunes se contentent volontairement d'une vie modeste. Il y a là un phénomène important de refus de la société économique actuelle. On a dit qu'un tel refus était le fait d'intellectuels, d'étudiants inquiets. C'est vrai. Mais le phénomène pourrait se développer chez les jeunes travailleurs. Il ira en grandissant si le travail qui leur est proposé et l'avenir qui leur est offert ne présentent pas plus d'intérêt qu'aujourd'hui.

J.-M. BREGAINT.

(1) Cf. N.A.F. n° 8.

où va l'Afrique noire ?

Un historien noir se penche sur le passé du continent africain.

L'Afrique noire, devenue indépendante, se cherche. Sur le plan économique, une décolonisation bâclée fait qu'elle mérite, hélas, le qualificatif de « mal partie » que lui a donné voici dix ans René Dumont. Sur le plan du patrimoine intellectuel et spirituel elle est en quête d'une tradition, d'une histoire.

C'est ce qui explique la tentative faite par un des premiers agrégés de l'Afrique francophone, M. Joseph Ki-Zerbo (1). M. Ki-Zerbo est né en Haute-Volta et a fait ses études d'abord chez les missionnaires, puis à Paris où il est reçu, en 1956, à l'agrégation d'Histoire. Militant d'abord au sein des étudiants catholiques africains et de la F.E.A.N.F. (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France), il est devenu secrétaire général du Mouvement de Libération Nationale (M.L.N.) de Haute-Volta. Sa haute culture lui a permis de réussir une « somme », même si celle-ci est contestable par plusieurs aspects. Ainsi l'auteur a tendance à rêver d'une unité africaine tout aussi mythique que l'unité européenne.

UN PASSE GLORIEUX, UN PRESENT DECHU

M. Ki-Zerbo évoque d'abord le lointain passé de l'Afrique. L'homme serait apparu en Afrique (sic) et aurait conquis les autres continents à partir de là. Si nous ne savons rien ou presque de l'Afrique antique, nous connaissons le Moyen-Age africain grâce aux voyageurs arabes. Ceux-ci nous parlent d'empires fabuleux, qui exportent l'or en Europe : Mali, Ghana, Songhaï. Les Bantous construisent la capitale forteresse de Zimbabwé. En 1491, le roi du Portugal traitait d'égal à égal avec Nzinga N'Kouyou, roi du Congo, qui se fait baptiser. L'Occident découvre ces empires et les détruit. Les commerçants de Nantes et de Bordeaux, ceux d'Oman et de Zanzibar, vont vendre le bois d'ébène, les esclaves, et les Africains vont accepter la règle du jeu, chaque chef ou souverain razziant son voisin pour fournir des esclaves au négrier. L'Afrique sombre dans la décadence, ravagée par les guerres intestines. Et quand des chefs plus audacieux, plus chanceux, vont tenter de résister aux Européens qui ont organisé la traite et occupé les ports africains, pour pénétrer à l'intérieur des terres, il sera trop tard. Samory Touré en Afrique occidentale, Ousman dan Fodio

en pays peulh, Tchaka en Afrique du Sud, échoueront. Un seul réussira : Ménélik II, roi d'Ethiopie, descendant de Salomon, battra les Italiens à Adoua (1896).

L'historien se pose alors une question : pourquoi l'Afrique, égale à l'Europe au Moyen-Age, s'est-elle laissée dépasser et dominer. Ce n'est pas la conquête coloniale qui explique à elle seule les inégalités du développement, car pour exister, elle supposait déjà une inégalité. Le dessèchement progressif au Sahara, les difficultés de communication en Afrique équatoriale, n'expliquent pas tout. Trop d'empires africains ont succombé victimes de guerres civiles, de querelles de successions attisées par la discordance des droits africains matrilinéaires et musulmans patrilinéaires. Les seuls chefs africains qui réussirent à préserver leur pays, au moins du démembrement, seront les héritiers de dynasties anciennes ou des chefs de tribu et groupes homogènes : Ménélik II, le kabaku du Buganda et Mostre, fondateur de la nation Sotho.

La nation africaine faillit exister, certains Etats furent autre chose que la juxtaposition du gouvernement bureaucratique sur une poussière de tribus et peuples. Chez les Mossi et les Zoulous, l'appartenance à la communauté ne dépend pas exclusivement de la naissance.

PAN-AFRICANISME OU FRANCOPHONIE

Vint la colonisation. Elle fut diverse et ambiguë, puisque la France, par exemple, hésitait toujours entre l'assimilation et le « self-government ». M. Ki-Zerbo est, on le sent, animé d'un ressentiment trop passionnel. Le jacobinisme d'un enseignement laïque qui élimine l'histoire de l'Afrique des programmes le scandalise, reconnaissons-le, à juste titre : le Sénégal et la Côte d'Ivoire n'étaient, il est vrai, pas plus mal traités que le Languedoc et la Bretagne à la même époque. Cependant, M. Ki-Zerbo sait rendre hommage à l'immense œuvre positive des missionnaires en Afrique.

A partir de 1945, les empires coloniaux disparaissent, et M. Ki-Zerbo affirme que l'Afrique rentre alors dans l'histoire. Mais avec quels handicaps ! Certains états africains qui ont la population d'une ville française et le budget d'un grand magasin américain ont leurs ministres et leurs ambassadeurs. M. Ki-Zerbo a l'honnêteté de le reconnaître lorsqu'il déclare : « Avec une population de 300 millions d'habitants, soit six fois la population de la France,

l'Afrique doit entretenir au moins mille ministres, plus de quarante armées nationales, plus de quarante diplomates dans chaque capitale importante du monde, etc... » De même, M. Ki-Zerbo ne se fait aucune illusion sur le poids économique de l'Afrique.

Mais il croit trouver une solution dans une unité africaine qui « économiserait les moyens ». Pourtant que d'obstacles : « Si une Fédération était réalisée entre la Haute-Volta, le Mali et le Niger par exemple, quelle langue nationale serait choisie ? Le bambara, qui est la principale langue du Mali, le mòré ou le houssa qui sont respectivement les langues les plus importantes en Haute-Volta et au Niger ? » Et M. Ki-Zerbo d'ajouter que dans ce cas, c'est sans doute le français qui serait choisi. Il se désole de l'influence exercée de la sorte par l'Europe sur les Africains, constate que rien qu'à sa démarche et à son costume on distingue un francophone d'un anglophone.

C'est oublier que l'on ne peut écarter les faits d'un revers de main. Cette influence est peut-être ambivalente, voire pernicieuse actuellement dans la mesure où l'Occident passe par ce biais ses maladies à l'Afrique. Mais ne peut-on penser qu'une France libérée de la démocratie pourrait permettre aux Africains francophones d'épanouir les deux dimensions inséparables de leur être : leur francité et leur négritude, et qu'une telle communauté vaudrait cent fois mieux qu'une quelconque O.N.U. africaine, paraît commode pour tous les impérialismes ?

François GUILLAUME.

(1) Joseph K.-Zerbo : « Histoire de l'Afrique noire » (Hatier).

Vient de paraître :

la n.a.f. et la révolution

brochure à diffuser au maximum autour de vous.

Prix : 1 ex. : franco 3 F
5 ex. : franco 12 F
* 10 ex. : franco 24 F

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de six mois (25 frs) un an (normal 45 frs) soutien 100 frs)

Nom Prénom

Adresse Profession

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642.31 Paris

avez-vous déjà fait un abonnement ?

Il reste sept semaines pour mener à bien l'opération. Son but : nous donner rapidement une assise importante d'abonnés permettant d'aborder avec les reins solides notre troisième année d'existence.

Toutes les unités du mouvement sont bien sûr mobilisées pour cette tâche, mais nous voudrions que tous nos lecteurs, même isolés, puissent concourir au succès de l'opération. Nous mettons donc à leur disposition :

- a) un argumentaire,
- b) des lettres de prospection,
- c) des dépliant publicitaires,
- d) des « bulletins d'abonnement personnalisés » pour leur permettre de recueillir des abonnements autour d'eux.

N'omettez pas de mentionner votre nom sur ces bulletins que vous nous transmettez. En effet, un concours est ouvert entre tous nos lecteurs :

Premier prix : un « Dictionnaire Politique et Critique » de Maurras (valeur 600 F).

Deuxième prix : « Œuvres Capitales » de Maurras (4 volumes, valeur 200 F).

Troisième au dixième prix : « Votre Bel Aujourd'hui », de Maurras (valeur 30 F).

Les résultats seront estimés en points :

- abonnement normal un an : 4 points ;
- abonnement soutien : 7 points ;
- abonnement six mois : 2 points.

Seuls les abonnements parvenant avec la mention de votre nom seront pris en considération.

Bonne chance.

Yvan AUMONT.

P.S. - Félicitations à la Fédération Dauphiné-Savoie qui a démarré rapidement l'opération qui donne déjà des premiers résultats.

par goût de la vie

(Coll. « Pourquoi je vis » - Ed. du Cerf)

Pour beaucoup d'entre nous Robert Buron est l'homme des accords d'Evian, celui que les généraux du putsch auraient dû faire fusiller « s'ils avaient été sérieux », ainsi qu'il l'écrit lui-même. Il est des déchirements qu'on n'oublie pas.

Un personnage déconcertant qui aime la France d'amour filial, un itinéraire compliqué, des expériences diverses apparemment contradictoires, c'est tout cela que le livre nous révèle. Robert Buron se raconte sur le ton simple de la conversation courante, avec beaucoup de liberté d'esprit et d'expression. Cela lui est grandement facilité par l'objet même de la collection « Pourquoi je vis », collection ouverte à ceux qui acceptent de dire « pour quoi ils vivent » ... pourvu qu'ils ne mettent pas leur drapeau dans leur poche et ne trichent avec la question posée ».

Sincère, Robert Buron le reste au-delà des diverses étiquettes qu'il a portées (royaliste, démocrate populaire, M.R.P., socialiste) dans son besoin de s'engager au service des autres. Ses adversaires le reconnaissent, tel cet ancien sénateur de la Mayenne, lui aussi ancien camelot du roi, qui voit en Robert Buron « un non-conformiste de toujours ». Membre du parti so-

cialiste modèle 73, Robert Buron écrit que la société ruralo-chrétienne dont nous sommes tous issus n'a jamais admis la recherche du profit comme une mesure des mérites : « Je suis à cet égard de formation thomiste : pour moi les mérites ne se situent pas au niveau des intérêts et des profits ». Camelot du roi des années 25, il nous confirme que « nombreux étaient parmi les jeunes camelots du roi les anticapitalistes convaincus ; j'étais du nombre ». Il ne sera pas du dictionnaire des girouettes : « à aucun moment de ma vie je ne me rappelle avoir été séduit par les sociétés du type « à ressort » ni avoir accepté la société libéro-capitaliste en particulier au sein de laquelle j'ai pourtant vécu ».

Cette société libéro-capitaliste que vous dénoncez, la démocratie chrétienne en a été un des piliers, tout comme le socialisme S.F.I.O. Vous-même, Robert Buron, en avez été le ministre. Espérez-vous vraiment que François Mitterrand nous amène à ce socialisme fédéraliste et autogestionnaire dont vous rêvez ? Ne pensez-vous pas, vous qui voulez introduire « un minimum de rationalité dans la vie politique », qu'il faut un fédérateur ? Le fédérateur de nos républiques françaises...

J.-M. B.

des cassettes, pourquoi pas ?

Certains d'entre vous possèdent déjà la cassette reproduisant l'entretien de Gérard Leclerc avec Jacques Chancel, au cours de l'émission « Radioscopie ».

Aujourd'hui, la N.A.F. met à votre disposition quatre cassettes enregistrées à partir de conférences de Bertrand Renouvin sur « Les forces politiques après les élections ».

Ces quatre heures d'audition se répartissent ainsi :

1. Le Parti communiste est-il encore une force révolutionnaire ?
2. Ancienne et nouvelle gauche.
3. Droite et extrême-droite.
4. La N.A.F. dans l'histoire et pour le futur.

La N.A.F. met à votre disposition ces analyses indispensables pour comprendre la vie politique française et ses mutations. Ce nouveau matériel doit vous permettre d'animer les réunions, « permanences » ou groupes de

discussion que vous ne manquerez pas d'organiser.

Sachez que :

- chaque cassette coûte 20 F (franco 23 F) vendue séparément ;
- le jeu de quatre cassettes coûte 60 F (franco 63 F), soit 15 F pièce ;
- les commandes doivent être passées au Service Librairie de la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris ;
- les envois ne se font qu'après paiement par chèque bancaire au nom de la N.A.F. ou chèque postal (C.C.P. N.A.F. 642-31 Paris).

Nous pensons que vous ferez l'accueil qu'il convient à ce nouvel outil de diffusion très adapté aux besoins des militants et de tous les amis de la N.A.F.

François FLEUTOT.

mouvement royaliste

communiqué à l'AFP :

Sur le marché Secrétan, dans le 19^e arrondissement de Paris, dimanche matin 8 avril, un commando de 60 individus du Service d'ordre central de la Ligue communiste a attaqué des vendeurs de la « Nouvelle Action Française », dont deux militants ont été hospitalisés. Frappant indistinctement tous ceux qui étaient présents sur le marché, le commando provoque des agressions individuelles contre ceux qui avaient échappé à la première charge.

A la suite des menaces répétées depuis plusieurs semaines contre ses vendeurs, la « Nouvelle Action Française » avait informé par lettres les habitants du quartier contre les provocations de la Ligue commu-

niste. La « Nouvelle Action Française » remercie les habitants du quartier Secrétan pour la sympathie qu'ils ont manifestée envers les victimes des agressions.

La N.A.F. apportera comme par le passé son soutien aux luttes de la jeunesse contre la société bureau-technocratique, sans aucune concession.

La N.A.F. rappelle aussi que le bas-marxisme trotskyste n'a rien à voir avec la lutte qu'engagent les Français pour reconquérir leurs libertés.

RÉUNIONS

LYON

Dîner-débat le vendredi 13 avril

à 20 heures, au Roméo, 14, rue du Bœuf, sur le thème : « Quel avenir pour la presse ? » avec la participation de Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F. S'inscrire auprès de Ch. Laubser, 6, rue Jean-Favre, Lyon (2^e). Participation aux frais, 20 F.

BLOIS

Conférence le lundi 16 avril à 20 h 30, de M^e Hervé Catta, du Comité directeur de la N.A.F. : « La N.A.F. et les libertés locales », à la salle Malfray de la mairie de Blois.

TROYES

Conférence le samedi 28 avril à 20 h 45, par M^e G.P. Wagner, président du Comité directeur de la N.A.F. : « Après l'entracte électoral, que faire maintenant ? ».

Au Butat (salle réservée), rue de Turenne, à Troyes.

LE MANS

Dîner-débat le samedi 28 avril, à 20 heures : « Quel projet révolutionnaire ? » avec la participation de Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F., au 12, place des Jacobins (tél. 28-16-74), participation aux frais : 10 F.

nouveaux points de vente

GRENOBLE

- France Agence, place Victor-Hugo.
- K'Store, cours Berriat.
- F.R.D.S., 4 square des Postes (fond de la cour).
- Librairie-Tabac, 22, av. Albert-I^{er}

MEYLAN

- Librairie, av. de la Plaine-Fleurie

UN CENTENAIRE :

marc sangnier

« Notre philosophie de la nature n'exclut en rien le surnaturel. Pourquoi donc le surnaturel de Marc Sangnier ne sous-entend-il pas la nature » (Charles Maurras).

Marc Sangnier, un nom qui ne dit presque rien aux jeunes générations... Et pourtant, quel symbole pour les plus anciennes ! L'enthousiasme des origines de la création du « Sillon », la « jeune garde », la fascinante personnalité de Marc, orateur inspiré, et puis la condamnation par Pie X... Parallèlement et dans le même temps, la naissance de l'Action française, ses premiers combats et ses premiers succès. Très rapidement les deux mouvements apparurent comme radicalement opposés, irréconciliables, à tel point que l'équivoque mise à l'index de l'A.F. en 1926 fut ressentie par beaucoup comme la revanche de la condamnation de 1910.

MAURRAS ET SANGNIER

Pourtant, tout au commencement, l'opposition n'apparut pas aussi tranchée. Il est vrai que le « Sillon », avec ses idées généreuses, manquait de la rigueur qui aurait pu faire discerner l'originalité d'une pensée cohérente. Toujours est-il qu'il nous paraît aujourd'hui invraisemblable que Sangnier ait pu écrire en 1904 : « Je sais très bien, d'ailleurs — et j'en tombe aisément d'accord avec Maurras — qu'il y a entre le « Sillon » et l'Action française plus d'une idée commune. Les uns comme les autres, nous voulons d'une société organique et non anarchique, nous réclamons qu'elle soit solidement enracinée dans la tradition, vigoureusement soutenue par la hiérarchie... »

Et n'est-ce pas Maurras qui avait écrit, neuf mois auparavant : « Jeune, éloquent, actif, généreux, déjà populaire, M. Marc Sangnier m'a toujours attiré, je l'avoue. Précisément parce que, sur un très grand nombre de points, sa pensée diffère de la mienne, j'éprouve un plaisir âpre à me demander quels sont nos points d'accord et quels ils pourraient être. Nous sommes tous les deux Français. Il est né catholique. Je suis né catholique. Sa politique est passionnément catholique. Je n'imagine pas une politique française qui puisse se montrer, je ne dis pas hostile, mais indifférente au catholicisme. Il m'a toujours paru que notre base commune n'était pas étroite et nous permettrait la conversation. Je ne parle pas de discussions en vue de briller, ni, à plus forte raison, en vue d'accentuer et d'accroître les désaccords. Il est une discussion qui tend à éclaircir les idées au lieu de les rendre plus vagues, qui unit au lieu de confondre ou de brouiller. Est-elle impossible avec Marc Sangnier ? »

On a envie de dire : Hélas ! Ce dialogue tant désiré par Maurras, qui avait l'impression d'avoir un interlocuteur exceptionnel et peut-être l'intuition de l'importance d'un débat dont dépendrait l'avenir du catholicisme français, ce dialogue fut bel et bien amorcé ; mais Sangnier y fut tellement lamentable que le mot de sophiste paraît anodin pour stigmatiser son incurie intellectuelle caractérisée par l'art de la fuite, la pirouette, ou encore la déclaration sentimentale la main sur le cœur. Comme Socrate, Maurras a fait pourtant un chef-d'œuvre de son

débat avec le sophiste. Il nous en est resté ce livre admirable, l'un des plus achevés : **Le dilemme de Marc Sangnier**.

Il faut que l'intelligence soit vraiment traitée avec le mépris que nous savons, pour que ce livre n'ait pas encore trouvé sa place dans une collection de poche. Personnellement, je conserve jalousement mon exemplaire trouvé par chance sur les quais. Il m'arrive souvent de le relire. Je viens de le faire une fois de plus après avoir lu la page du « Monde » et le numéro spécial d'« Hebdo-T.C. » consacrés à Marc. Les témoignages publiés par ces journaux sont, en effet, bien éclairants. Sangnier était tout sauf un maître. Elève brillant, polytechnicien, on peut dire qu'il avait abandonné toute étude intellectuelle après ses études. Il ne lisait pas. **L'homme l'intéressait plus que les livres**, nous dit Guillemin.

Ce serait tout à sa louange, si ce manque de lecture ne l'avait pas amené à se réfugier dans l'éblouissement de son propre langage où les bons sentiments (souvent nobles d'ailleurs) cachaient mal l'inconsistance des idées. Il est un peu effrayant de penser que tout le catholicisme contemporain a pu recevoir l'empreinte de ce rhéteur.

Ce qui le sauvait, c'était évidemment son grand cœur, et ceci est dit sans ironie. En 1945, au milieu de ses amis démocrates chrétiens déchaînés, il fut un des rares à ne pas avoir oublié que la charité n'était pas une vertu sélective.

LA DEMOCRATIE CHRETIENNE

A l'origine du « Sillon », il y a incontestablement l'impétuosité d'une charité qui veut à la fois reconquérir au Christ les masses qui sont devenues étrangères à l'Eglise et organiser une action sociale pour sortir de l'effroyable anarchie du libéralisme économique. Au début, le mouvement est vivement encouragé par la hiérarchie. Mais très rapidement une équivoque apparaît, qui ne cessera plus de grandir.

Le « Sillon » se réclame de la démocratie. C'est donc un mouvement politique ? Non, Marc Sangnier entend avant tout faire de l'apostolat et s'il touche à la politique, ce ne peut être que très indirectement. Il précise à l'intention de Maurras : « Nous n'avons pas la ridicule prétention d'affirmer que le « Sillon » résumait et limitait tout le christianisme social ; nous savons même que la démocratie chrétienne, telle que Léon XIII dans ses encycliques et Pie X dans son motu proprio, l'ont si exactement définie et qui doit être dégagée de toute signification politique et envisagée seulement comme une action populaire bienfaisante, peut se développer dans une monarchie comme dans une république. »

Malheureusement, dans la même lettre d'explication, il montre qu'il entend faire très directement de la politique et que la démocratie a pour lui un sens bien différent des encycliques. Un peu plus tard, pressé par la dialectique maurrassienne, il avouera assez ingénument : « ... j'ai quant à moi, la naïveté de croire que tout l'effort de l'humanité aidée et soutenue par les forces internes du christianisme doit juste-ment consister à dégager les peuples des tyrans

nies charnelles pour les élever, petit à petit, jusqu'aux franchises de l'Esprit. » Voilà justement ce que Léon XIII et Pie X entendaient exclure absolument. L'œuvre d'évangélisation débouchant sur la démocratie universelle identifiée au règne de l'Esprit, c'était précisément le blocage entre Evangile et révolution que la hiérarchie avait toujours condamné et sur lequel elle ne pouvait transiger. La condamnation du « Sillon » était désormais dans la logique des choses.

Il est invraisemblable que personne ne soit capable aujourd'hui dans le monde officiel catholique, de comprendre le bien-fondé de cette condamnation et de dégager son importance doctrinale fondamentale. Est-il pourtant très sorcier de saisir que la grande tentation de Sangnier et de la multitude de ses successeurs consiste à opérer un blocage entre l'histoire du salut et une certaine philosophie de l'histoire profane ? L'espérance surnaturelle du royaume risque de s'en trouver irrémédiablement corrompue, mais également la politique menacée de dégénérer en mystique idéaliste.

Je sais bien qu'on m'opposera à cette hérésie, l'hérésie ou les hérésies maurrassiennes : le positivisme et l'extrincésisme. Il me serait facile de répondre qu'il est infiniment plus grave de confondre nature et grâce que d'affirmer la consistance et les lois de la nature. Maurras disait : « Notre philosophie de la nature n'exclut en rien le surnaturel. Pourquoi donc le surnaturel de Marc Sangnier ne sous-entend-il pas la nature ? »

UN DEBAT TOUJOURS ACTUEL

Cette leçon de philosophie politique demeure d'une actualité criante. Comme il y a soixante-dix ans, il nous faut refaire les mêmes mises en garde à des chrétiens généreux, engagés souvent dans des luttes nécessaires, mais prisonniers d'idéologies mystiques aberrantes, aussi étrangères à l'Evangile qu'à l'œuvre de restauration de la cité.

Il nous faut donc reprendre le débat Sangnier-Maurras. Aurons-nous plus de succès ? Ce qui est sûr, c'est que l'enjeu de ce débat est encore plus considérable qu'à l'heure où Marc était à l'apogée de sa séduction, et où son grand cœur attirait d'autres grands cœurs qui auraient pu être d'extraordinaires apôtres.

Gérard LECLERC.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie « abexpress »
72, rue du château-d'eau paris 10^e